



Bulletin de la gare Part-Dieu

Lyon le 26 novembre 2024

Contre les licenciements et toutes les attaques contre les travailleurs, construire le « tous ensemble ! »

Des charrettes de licenciements

Avec l'annonce de 600 licenciements à Teleperformance et 130 à ArcelorMittal, la vague de licenciements se poursuit. Le chiffre de 150 000 licenciements dont parlait la presse laisse la place à celui de 300 000 emplois menacés. Si l'automobile ou la chimie sont particulièrement touchées, ce sont tous les secteurs qui sont visés.

De nombreux salariés, notamment chez les sous-traitants des entreprises qui licencient, s'inquiètent pour leur avenir. Patrick Martin, le patron du Medef, expliquait cyniquement que si l'Assemblée votait un budget imposant trop les entreprises, il y aurait des dizaines de milliers de licenciements en plus. Ce n'est ni plus ni moins qu'un chantage, d'autant plus révoltant que les groupes qui licencient (Auchan, Michelin, Stellantis) sont arrosés d'argent public depuis des années. Le grand patronat prévoit comme à son habitude de prendre l'argent public et de licencier quand même. Les grévistes de Michelin à Cholet ou de Novares à Ostwald montrent que face à cette casse sociale, les travailleurs n'ont pas d'autre choix que de prendre le chemin de la lutte.

Des coupes drastiques dans les services publics

La baisse de 5 milliards d'euros du budget des collectivités territoriales implique non seulement des services publics dégradés, mais aussi des milliers de suppressions de postes. La baisse des cotisations patronales pour la Sécurité sociale annonce des conséquences similaires dans les hôpitaux. Le ministre de la Fonction publique, Kasbarian, prévoit quant à lui de faire passer le nombre de jours de carence des fonctionnaires de un à trois et de baisser le remboursement des arrêts maladies. Cela préfigure des offensives analogues dans le privé. Salariés du public comme du privé, nous avons les mêmes difficultés de fin de mois, les mêmes conditions de travail dégradées qui usent la santé. Les véritables privilégiés sont les patrons qui empochent à la fois les milliards de profits sur notre travail et les milliards de subventions.

Rien à attendre du cinéma autour du budget à l'Assemblée

À l'Assemblée, la discussion sur le budget a montré que le jeu des amendements mené par la gauche, mais aussi le RN et même le parti de Barnier, n'a pas empêché ce budget de rester brutal pour le monde du travail. Le patronat compte bien faire passer les mesures qu'il souhaite, que le Premier ministre soit Castets, Barnier ou Bardella. Rien à attendre des tractations et marchandages parlementaires. À nous d'être le plus offensif dans nos mobilisations.

La solution : y aller tous ensemble !

La grève dans le secteur aérien ou à la SNCF a été suivie, sans oublier bien d'autres grèves locales. Les nouvelles dates de mobilisation sont proches, à commencer par l'appel à la journée du 5 décembre dans la fonction publique contre le passage aux trois jours de carence. Si elles ne coïncident pas pour tous les secteurs, elles peuvent être l'occasion pour les travailleurs d'utiliser chaque date comme tremplin pour la suivante. L'occasion de faire entendre les revendications sur les salaires, les effectifs, l'interdiction des licenciements. L'occasion aussi de nouer des liens, d'établir des contacts avec les travailleurs d'autres entreprises connaissant les mêmes galères : il faut fusionner toutes nos colères contre la politique anti-ouvrière en cours. Le « Tous ensemble ! », ça se construit ! Si pour l'instant, les grèves sur les licenciements se mènent boîte par boîte, les prochaines journées de mobilisation, notamment à la SNCF ou dans la fonction publique seront l'occasion de discuter d'aller plus loin, vers un véritable mouvement d'ensemble. C'est ce que redoute le gouvernement comme le patronat : la convergence de nos luttes.

Public, privé, face aux licenciements comme à la dégradation des conditions de travail : c'est tous ensemble qu'il faut lutter !

On marche sur la tête, mais pas sans sa casquette !

Dès le 1er décembre, les agents d'escale TER recevront une demande d'explication systématique avec sanction à la clé s'ils sont vus à travailler sans leur badge ou leur casquette. L'objectif serait de répondre à un challenge sur la qualité de service organisé par la région AURA, avec à la clé un supplément de budget de 3 millions dont les agents ne verront probablement jamais la couleur.

Alors que les usagers et les travailleurs constatent tous les jours le manque de moyens qui pèse gravement sur la production TER et nos conditions de travail, on apprend que la région et la SNCF complice conditionnent le financement des TER à un impératif aussi dérisoire que le port du badge et de la casquette ! Mais, tout est bon pour essayer de nous faire marcher à la baguette !

BSL Sécurité : « winter is coming »...

Ça y est, les températures baissent, l'hiver arrive. À la gare Part-Dieu comme dans toutes les gares, les agents de sécurité sont obligés de rester toute la journée debout dans le froid, quasi immobiles. Est-ce que BSL, la boîte qui les emploie, anticipe en fournissant des manteaux et des chaussures adaptés ? En prévoyant bonnets, écharpes et gants dans la tenue ? Rien de tout ça ! Mais dans les bureaux des patrons, on est moins sensible aux degrés de plus ou de moins que quand on bosse sur le terrain.

ESP Octopus : est-ce que les poulpes sont sourds ?

Il y a quelques mois, Octopus-Sécurité, dont les agents travaillent notamment au niveau de l'agence Trenitalia de la gare Part-Dieu, a été rachetée par Euro Sûreté Protection... car la boîte croulait sous les dettes. L'ancien patron est même parti sans payer plusieurs heures sup' aux agents ! Et depuis ça ne s'est pas arrangé : ancienneté non prise en compte, toujours pas de salle de pause... Ce n'est pas faute pourtant du côté des agents d'avoir essayé de joindre leur direction par mail, par téléphone : aucune réponse. Ces brigands-là n'entendent rien, tant qu'on ne les force pas à écouter.

Appels d'offre : qui veut la peau des travailleurs ?

Pour plusieurs « prestataires » de la SNCF, comme BSL Sécurité ou Itiremia, c'est la période des appels d'offre. Quelques-uns s'inquiètent d'une reprise par une autre boîte qui dégraderait leurs conditions de travail encore plus qu'elles ne le sont déjà... Mais dans tous les cas, c'est justement cette incertitude qui sert de prétexte aux patrons pour faire régulièrement pression sur les travailleurs, en repoussant à plus tard des promesses d'augmentation de salaire par exemple. Ils exploitent tout en se donnant le beau rôle... et la SNCF choisit la boîte qui fera le plus d'économies sur le dos des salariés !

Après la grève du 21 : à nous de construire la suite !

D'après la CGT, un cheminot sur quatre était en grève jeudi 21 novembre. Et à Lyon, nous étions quelques centaines à braver la pluie pour manifester contre les 500 suppressions de postes au Fret et contre la dégradation générale de nos conditions de travail. Tout cela est un début encourageant !

Les directions syndicales appellent maintenant à la grève reconductible à partir du 12 décembre. À nous de nous saisir de cette date pour discuter de nos revendications et construire nos luttes à la base !

NAO,5 %

143 millions d'euros : voilà les bénéficiaires que la SNCF a réalisés au premier semestre 2024. Ce qui fait que c'est la sixième fois que la boîte réalise un résultat semestriel positif : un record ! Pourtant, cela n'empêche pas la direction de se lamenter... et de proposer à l'occasion des NAO une augmentation ridicule des salaires de 0,5 %.

Pour l'augmentation de nos salaires, la lutte paiera bien mieux que les négociations !

Révolutionnaires, un journal par et pour les travailleurs !

Achète le n°22 de notre journal pour 2€ auprès de nos diffuseurs.



Ce bulletin est le tien, n'hésite pas à le faire circuler !

Une info à nous transmettre, une remarque : écris-nous à npa.cheminots.lyon@gmail.com